

LILLE NOMADE

édité par l'asso Nouvelle Jungle

numéro 02 automne 2019



Image de Fabio Scco.

Abattre les pouvoirs destructeurs du capital pour que la terre devienne la légère.

Nouvelle jungle [association loi 1901] / Directeur de la publication : Giorgio Passerone /

Directeur de la rédaction : Lou-Anne Garsmeur / Conception graphique : Bagadi Alnour / Textes : B. A., Assos Calais, Paul Bourhis, Birago Diop, Chinaski, Cédric Herrou, Mediterranea, Lud, P. P. Pasolini, G. P., Emilio Quadrelli /

Dessin : Clara Mogno / Impression : ESAT lillois imprim services /

2019

Édito

Lille nomade s'était proposé une sortie trimestrielle: ce n'est pas le cas. Nous publions ces pages à une année de distance du dernier numéro. La raison est synthétisée dans cette lettre que l'un des amis de notre association *Nouvelle Jungle* nous a envoyée au mois de mai.

« Je n'écrirai plus sur la question politique de l'exil et des atteintes aux droits des hommes parce que je ne me sens pas légitime pour le faire.

Voici pourquoi.

Les événements des derniers mois ont apporté la démonstration claire que notre pays n'est plus une démocratie que de façade, et que le pouvoir est prêt à mutiler, tuer si nécessaire, les citoyens insurgés pour faire perdurer l'ultralibéralisme qui est la cause unique de tous nos maux, quelle que soit notre nationalité, notre profession, notre rôle social.

Il s'agit peut-être d'une guerre larvée, mais il s'agit bien d'une guerre que nous mènent les ultralibéraux, et qui tôt ou tard va faire de vraies victimes : notre pays est au bord de l'explosion.

Tous les engagements sont bons et utiles, qu'il s'agisse de défendre les hommes, leurs droits fondamentaux ou le milieu écologique dans lequel ils vivent. Ecrire et diffuser des idées, c'est aussi une façon parmi d'autres de s'engager. Mais cette forme d'engagement n'est plus à la hauteur des enjeux à un moment de l'histoire où les mots et les idées, jetés dans une confusion indescriptible, ne sont même plus audibles. C'est ce qu'a compris Macron en lançant le « grand débat » qui a été délibérément un grand bordel organisé où l'on a feint de croire que toutes les idées se valent, que tout peut être discuté et mis en débat, où l'essentiel et l'accessoire sont mêlés dans une confusion indescriptible.

Je crois que nous ne nous sortirons pas de cette situation sans violence et une violence qui sera globale, car toutes les difficultés dont nous souffrons ont une cause politique unique.

Bref, le colosse libéral vacille, à côté de lui, mais pas du tout contre lui si ce n'est en paroles, les fachos sont sur le point de triompher. La gauche est cliniquement morte, et cette pente qui nous conduit doucement à un régime nationaliste autoritaire mais certainement pas anticapitaliste, et qui engendrera à son tour une guerre civile. Je crois que nous ne pouvons plus éviter notre pays de la suivre, quels que soient les moyens de lutte que nous nous donnons, faute de relais politique solide.

Pessimiste ? Si l'on veut. Lucide, selon moi. Je ne veux plus, comme intello, jouer les idiots utiles du cynisme libéral. Les gens comme nous sont très utiles à ceux qui nous gouvernent : nous leur servons de vitrine pour démontrer que les droits démocratiques fondamentaux sont respectés, alors que nous savons parfaitement que partout les droits les plus élémentaires ne sont plus respectés : dans nos facs, par exemple, les vacataires travaillent sans être payés si ce n'est comme chômeurs, bientôt les étrangers ne pourront plus étudier faute d'argent, les conditions de travail et de traitement des enseignants sont de plus en plus dégradées, les capitalistes investissent massivement dans les formations des universités dites publiques (licence BNP Paribas, obligation pour tous les étudiants de payer le TOEIC, certificat de langue anglaise délivré par une organisation privée, etc.)

Donc, pour moi, c'est stop. Il faut se préparer dès maintenant aux violences politiques et sociales à venir. Celles qui requièrent une autre sorte d'engagement que la simple écriture ou la simple organisation de manifestations de protestation, celles qui requièrent de mettre en jeu sa sécurité physique et parfois sa propre peau.

Amitiés à nos camarades qui continuent d'y croire ».



Image de M. B. : Madrid, 8 Mars 2019.

Dignité de cette position qui ne se conjugue pas du tout avec renoncement ou résignation mais qui nous trouble et nous questionne. Alors, continuer comment? A quoi peuvent servir *Nouvelle Jungle* et *Lille Nomade*, une association et un journal de plus dans la constellation trop dispersée du militantisme et de l'aide « solidaire » ? On se proposait de fédérer les exilés issus de Calais avec nous autres, les autochtones, dans un combat contre la fermeture des frontières et contre les politiques néolibérales et identitaires: on est loin d'avoir réussi ce devenir commun anticapitaliste et hospitalier. C'est plutôt dans les ZAD, dans les squats et les camps en résistance sous les coups des matraques que cela se passe, dans les ronds points ou dans les Assemblées des assemblées des gilets jaunes à Commercy ou à Saint-Nazaire, les fascistes mis à la porte, et qui incluent désormais également des « réfugiés » dans leurs revendications de salaire social et de démocratie directe. Ou encore, plus récemment, à Paris et ailleurs, dans les occupations des gilets *noirs*, la couleur des sans-papiers, des sans-voix, des sans-visage pour notre république *démocratique* : occupation du Panthéon de la « grandeur » - colonialiste - de la France, du terminal d'Air France à Roissy où l'on déporte les indésirables, du siège la Direction du travail à La Défense qui exploite et humilie, quand elle n'expulse pas, « l'armée de réserve » sans quoi pas de Capital, occupation des 200 000 logements vides parisiens face à la multitude sans abri des dormeurs éveillés, et pas dupes, du Périphérique.

Faire un commentaire de plus ? Il vaut mieux d'y aller, dans nos zones de non droit, et de s'y battre avec. Ou bien écrire un papier indigné sur la répression puis la récupération de la révolution soudanaise qui touche de plein fouet beaucoup de nos amis venus de là bas? Seulement si ce sont eux qui prennent la parole et le cri.

Mais alors pourquoi *LN* et *NJ* ? Pour essayer de continuer une expérimentation de la pensée-vie qui modestement puisse être utile à ces combats dans lesquels nous devons tout simplement, sans casquette, nous engager.

Il y a une phrase du président- ex-banquier-intellectuel(?!) Macron, lors de la clôture du « grand débat », qui nous a révoltés. Pas tellement sa rengaine trop connue de la république ambitieuse et solidaire, vocabulaire passe partout. Pour justifier le durcissement

de la politique de fermeture des frontières, il a dit ceci : « Je crois que dans le monde contemporain ces dernières années s'est installée l'idée qu'on pouvait être des parfaits nomades, c'est à dire qu'on pouvait vivre nulle part parce qu'on pouvait gagner partout ». Voilà la non pensée arrogante de la bêtise identitaire néolibérale qui ne raisonne (?) qu'en termes de profit et compétitivité, chez soi (la rhétorique de la Nation) et soyez-en sûrs, partout aussi (c'est pourquoi populisme et ultralibéralisme se conjuguent ensemble). Et les vrais nomades, qui n'ont rien à voir avec le cosmopolitisme du Marché, pour le moment, en rigolent. Eux, ils vivent le territoire non comme propriété où tirer des profits, mais comme lieu de passage à partager, car ils savent attendre et ils ont une patience infinie. Mais ils sont des guerriers ! Les nomades se reterritorialisent sur la déterritorialisation même pour y vivre le rapport en commun et sans possession avec la terre : écologie militante¹.

Oui, *LN* continue pour poursuivre l'exercice de cette pensée mais pour qu'elle devienne en acte. Nos cartographies, même balbutiantes, d'images et de lignes (on l'espère plutôt que des textes), nos films - celui de Christophe Clavert, bientôt sur les écrans, dédié à notre ami Khalid, le big boss alias *Little président* qu'on a rencontré dans la Jungle, ou bien celui de Babak Inanlou, présenté, en appui à ce numéro, sur notre site

<https://nouvellejunglelillenomade.wordpress.com> où vous trouverez d'autres matériaux que l'on ne peut pas publier (pénurie financière !) -, nos initiatives, se voudraient un « artisanat » au rythme d'un temps plus long que celui de l'actualité, mais en rapport étroit avec celle-ci. Car l'idée de l'exil nomadique hors de tous les Pouvoirs établis, en quête d'une tout autre construction concrète de puissance politique, économique et existentielle (inter-nationalisme n'est pas un mot révolu) autour de laquelle nous ne cessons de rôder ne peut pas être une affaire d'intello² : elle a un sens seulement si, à sa manière, c'est-à-dire dans la quête d'une durée immanente (devenir) irréductible à notre morne contingence historique, elle ne cesse pour autant de se greffer, dedans et contre la domination ambiante, sur les revendications transgenre, de race et de classe qui composent les luttes aujourd'hui.

Pour tout cela, nous cherchons de nouveaux alliés.

1: On renvoie à Michael Löwy, *Écosocialisme. L'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Mille et une nuit, 2011

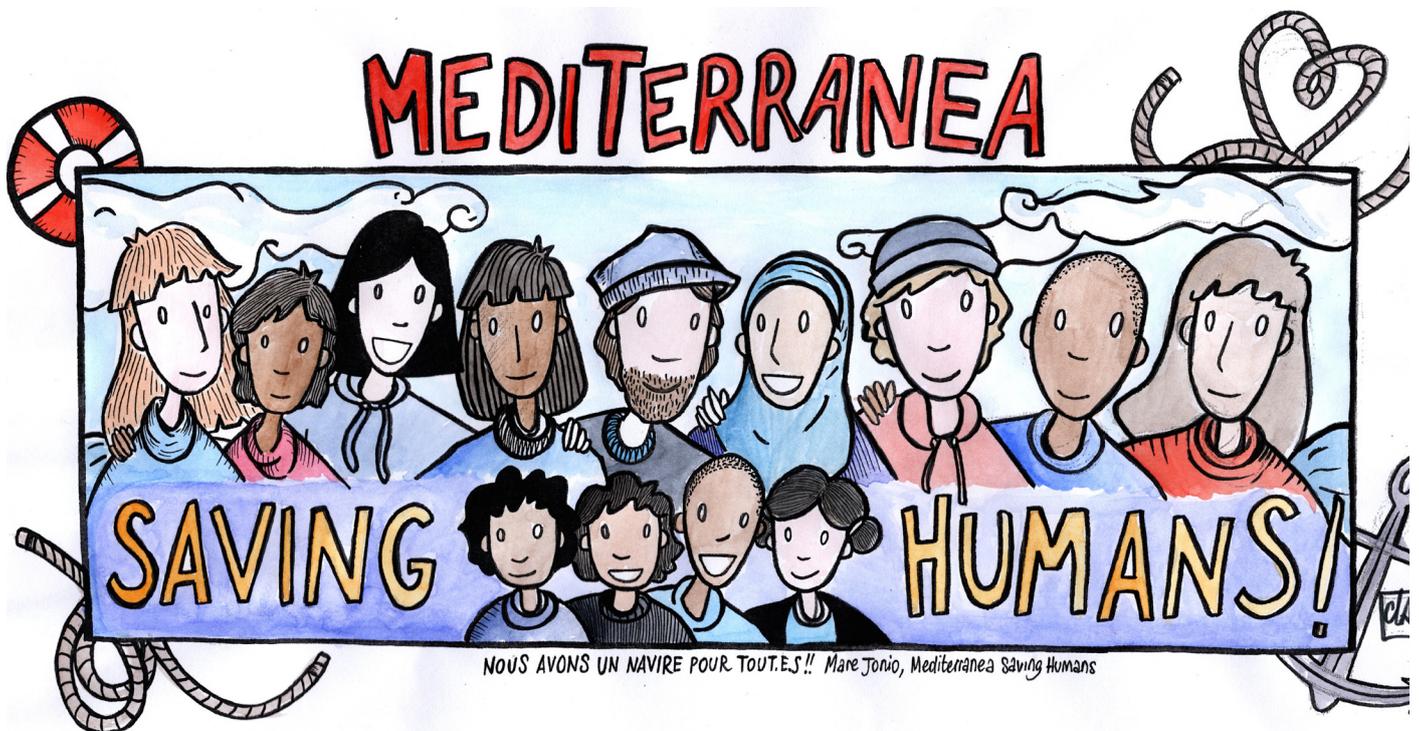
2: « Les exilés franchissent les frontières, brisent les barrières de la pensée et de l'expérience. (...) Considérer le monde entier comme un pays étranger peut façonner une manière originale de voir le monde. L'exil, c'est lorsque la vie perd ses repères. L'exil est nomade, décentré, et, dès que l'on s'y habitue, sa force déstabilisante surgit à nouveau ». Edward W. Said, *Réflexions sur l'exil*, Actes sud, 2008.

TERRITOIRES EREWHON

Erewhon, le mot de l'utopiste Samuel Butler, ne renvoie pas seulement à « No-where », Nulle Part, mais à « Now-here », ici-maintenant.

Erewhon 1: La mer étrangère.

Mediterranea n'est pas une Organisation Non gouvernementale, mais une Action non gouvernementale projetée et réalisée par des camarades, des volontaires, des organisations et des personnes ayant une même conception de l'intervention militante. Elle a mis en mer, début octobre 2018, un navire, *Mare Jonio*, qui a dû faire face à la politique ignoble de fermeture des ports et de criminalisation des secours de l'ex-ministre de l'intérieur italien : séquestrations du bateau, mises en examen (le cas du *SEA-Watch 3* et de sa capitaine Carola Rackete est dans la mémoire de tout.e.s). Cette politique n'a pas véritablement changé. *Mare Jonio*, non plus : le bateau, actuellement à nouveau séquestré, reprendra sa mission, il sera là, dans le « mare nostrum », pour rappeler que ce « nous » est celui qui fédère les sauveteurs et les naufragés, contre les politiques européennes d'exclusion ou, et ce n'est pas mieux, l'accueil filtré afin que nos amis rescapés leur servent « d'armée de réserve », main d'œuvre à bas coût. Nous publions ici le manifeste de *Mediterranea* (octobre 2018).



Dessin de Clara Mogno .

Chaque jour la mer Méditerranée est un cimetière pour des femmes, des hommes et des enfants.

Rien que ces neuf derniers mois, 1719 personnes ont été englouties dans l'eau.

Tandis que les ports de nos villes deviennent les murs froids d'une Europe qui se ferme, nous ne réussissons plus à penser que ce n'est qu'un hasard si cela ne nous arrive pas à nous. Ces enfants pourraient être nos enfants, ces femmes pourraient être nos mères, ces hommes nos frères.

Dans ce présent dramatique, être du côté de la vie signifie avoir le courage de prendre position et d'agir.

Et le faire ne signifie pas du tout sacrifier "nos" droits, ou mettre en danger "nos" valeurs.

Au contraire : nos présumées valeurs, ainsi que la possibilité de revendiquer encore des droits risquent de couler, oubliées comme les milliers de personnes que l'on laisse mourir.

La spirale de l'égoïsme et de l'indifférence est le vrai risque qui met en péril notre présent et notre futur.

Et au nom de quoi ? De peurs induites par l'instrumentalisation et la falsification de la réalité, parce que les

migrations vers l'Europe et l'Italie n'ont pas augmenté, mais baissé ces dix dernières années : en 2006, 550 000 personnes sont entrées légalement par voie terrestre, presque trois fois le nombre de celles arrivées par la mer en 2016.

Personne n'a tiré profit de leur voyage, personne n'a hurlé à l'invasion. Mais la fermeture de toute voie d'entrée légale a fait de la Méditerranée le seul accès possible tout en enrichissant les mafias des trafiquants d'êtres humains. Ainsi s'est construite l'urgence idéale pour faire oublier à la population européenne qui sont les vrais responsables de la crise économique, des inégalités, de la précarité de nos existences : certainement pas les personnes qui migrent et qui depuis toujours apportent dans les pays où elles arrivent ressources et bénéfices. On en est venu à légitimer à nouveau le racisme, la loi du plus fort plutôt que la garantie des droits, la rancœur comme ciment social, quitte à risquer de revenir aux décennies les plus sombres de l'histoire européenne récente, celles des exterminations et de la terreur.

Nous ne tombons pas dans ce piège. Nous triomphons de la peur et de l'ignorance grâce à la raison et à la solidarité.

Ce qui arrive dans les eaux de la mer Méditerranée nous concerne toutes et tous, et ne peut être confié aux querelles entre Etats européens ou aux décisions du Gouvernement italien : en mer, c'est notre humanité qui se noie. Parce qu'il n'est pas humain, ni légal d'ailleurs, de laisser mourir ces personnes ou de les renvoyer aux enfers qu'elles ont fuit en quête de paix, comme les centres de détentions libyens où chaque journée est rythmée par les tortures et la violence.

Nous avons appareillé : un bateau battant pavillon italien est en mer, équipé pour pouvoir effectuer une action de monitoring et de secours éventuel, conscients qu'aujourd'hui plus que jamais, sauver une vie en péril signifie nous sauver nous-même.

L'objectif principal est d'être là où il faut être, de témoigner et de dénoncer ce qui se passe et, si nécessaire, de secourir quiconque risque de mourir en Méditerranée centrale.

Nous sommes *Mediterranea*, une plateforme tirée de la réalité de la société civile et arrivée en Méditerranée centrale, l'espace de frontière le plus dangereux et le plus militarisé depuis que la plupart des ONG ont été obligées de l'abandonner bien que jamais aucune enquête n'ait pu mener à l'instruction d'un procès. Sauver les personnes en mer est un principe éthique et juridique fondamental, un devoir inscrit dans les lois internationales et dans le droit de la mer, qui comprend également l'obligation de garantir le débarquement dans un port sûr où les droits de l'homme et la dignité des personnes sont respectés.

Une campagne de haine a manipulé la réalité, délégitimant le secours, la protection, la solidarité envers qui se trouve en danger.

Mediterranea c'est le courage d'être là où les choses se passent, pour pouvoir raconter et dénoncer le nombre de morts causées par la fermetures des frontières, en ouvrant au contraire un nouvel espace possible : solidaire et fondé sur le respect de la vie.



Chinaski : Ceci n'est pas un dessin

Erewhon 2 : La révolution soudanaise.

Bagadi Alnour - Exilé soudanais à Lille

Envoyer Al-Bashir en prison n'est pas la solution miracle pour régler tous les problèmes du Soudan. Evidemment c'est un premier pas mais Al-Bashir n'a pas été seul au pouvoir. Les membres de son parti ont également participé durant toutes ces années à disperser les ressources du Soudan notamment en les vendant aux Etats arabes du Golfe (Koweït, l'Irak, Bahreïn, Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis). Une politique économique qui a appauvri le pays et qui a contraint les travailleurs qualifiés à quitter le pays.

Le Soudan autrefois considéré comme "le grenier de l'Afrique", se bat désormais pour nourrir sa population et fait face à une grave crise alimentaire. L'accès aux produits de première nécessité est restreinte, il faut compter 4 à 7 heures de queue pour acheter une ration de pain et 4h à 2 jours d'attente pour de l'essence.

A cette situation s'ajoute la corruption du parti au pouvoir (NPC), la violence perpétuelle utilisée contre les civils et surtout l'inertie du gouvernement face à la souffrance de sa population. Ce sont toutes ces causes qui ont été le terreau de la révolte de 2019. Le peuple soudanais se soulève en espérant faire tomber ce dictateur à la tête du pays depuis 30 ans.

Après des mois de manifestation causant la mort de dizaines de personnes, les négociations ont abouti à la démission d'Al-Bashir et à la nomination d'un Conseil National de Transition.

Constitué de 11 membres, le conseil de transition n'est pas à proprement parlé un modèle de démocratie. En effet, sans l'accord de la population, il a été décidé que le conseil sera constitué de 5 personnes provenant du corps militaire et de cinq membres de la société civile. La présence des forces armées dans le gouvernement ne soulève pas l'enthousiasme des foules et inquiète les révolutionnaires quant à un apaisement réel de la situation à l'avenir.

Selon l'accord constitutionnel signé par le Conseil militaire de transition (CMT) et les Forces pour la liberté et le changement, (la coalition qui rassemble depuis janvier tous les opposants au pouvoir militaire), le onzième membre du Conseil National de transition doit être une personne choisie par les deux partis pour ainsi devenir le premier ministre du gouvernement de transition pour 3 ans. L'objectif étant d'organiser au bout de cette échéance des

élections démocratiques.

La seule chose certaine est que le futur gouvernement devra faire face à de nombreux défis : relever le pays économiquement, apaiser les tensions et faire la paix avec les opposants toujours présents à Khartoum.

Le peuple soudanais a attendu si longtemps une libération. Mais c'est de cela qu'il s'agit vraiment maintenant? Et bien non : le gouvernement de transition actuel, composé par des militaires et des civils, n'a pas été élu par le peuple alors que c'est lui qui est descendu dans les rues et qui a dégagé le Dictateur. La révolution doit continuer. Oui, elle continuera à réunir les militants sur le terrain et nous autres exilés, aux quatre coins du monde, qu'on revienne ou pas, pour que la lutte soudanaise soit aussi un cri d'alerte dans nos pays d'accueil, un appel à tous les résistants pour une lutte commune contre la domination, ici et là-bas



Image : Manifestation du Soudan.

NE PAS GRIMPER

CHIMPAJARO

Célébrons l'esprit conquérant de l'Eldorado !

Eldorado (de l'espagnol *el dorado* : « le doré ») : contrée mythique d'Amérique du Sud supposée regorger d'or. Ce mythe du XVI^e siècle a inspiré les Conquistadors espagnols et a alimenté une sanglante course au trésor, mêlant massacres, génocide, esclavage, colonisation et pillage des sous-sols. Eldorado est « le pays doré » où l'on a tout en abondance et où la vie est facile pour celui qui est du bon côté des armes.

Conquistadors (du castillan : « conquérants ») : explorateurs armés, chefs d'expédition et leurs soldats qui ont conquis le Nouveau Monde du X^e au XVI^e siècles pour la couronne d'Espagne. Ce sont en général des nobles peu fortunés, individualistes et mercenaires dans l'âme, qui cherchaient à s'enrichir dans les « Indes » faute de réussir en Europe. Ils ne rêvent que d'or et seront vite connus pour leurs abus et leur cruauté. En 1542, des lois pour protéger les indigènes furent promulguées, mais peu d'administrations coloniales les respectèrent quand elles entraient en opposition avec leurs profits - en particulier miniers.

San Jago ! A l'attaque ! Tuons ! Pillons ! Pourvu qu'on mette la main sur l'Or !

« Dans un monde qui doute, l'Eldorado nous invite à regarder vers l'avenir : Quels sont nos Eldorado contemporains ? » **Martine AUBRY**, Maire de Lille

Aujourd'hui en 2019 n'ayons pas peur d'être les nouveaux Conquistadors. Aux armes citoyens ! Colonisons ! Pillons ! Éventrons la Terre s'il le faut, pour nos nouveaux Eldorado !

ATELIER MAD AS HELL

#eldoradolille

www.eldorado-lille3000.com



Le panneau ci-dessus, plus tard disparu, était affiché sur l'une des statues situées le long de la rue Faidherbe pour la série d'événements organisés par Lille3000 sur le thème de la migration, en hommage au Mexique et avec une drôle de récupération de la colonisation honteuse du Nouveau Monde. Propos déplacé ou simple drôlerie maladroite ?



Dans la même rue lilloise, parmi ces belles statues aux couleurs criardes et joyeuses, un nomade gisait, crevé de faim et de qui sait quels exploits d'Hercule. Rhétorique ? Non, pas de notre côté ! C'est bien la démystification concrète du discours de la politique du spectacle par une criante contradiction sociale, qui dément le rêve d'une société dorée et réveille le cauchemar du sort fait aux migrant.e.s. À en croire les mots d'ordre du panneau : « Aux armes citoyens ! À l'attaque ! Tuons ! Colonisons ! Pillons ! Éventrons la Terre s'il le faut », aucun.e des organisateur.e.s de ces événements n'aurait été choqué.e si le pain laissé à côté de ce nomade par quelque passant.e avait été gagné par le sang et de la main de ce migrant lui-même ! Dans une époque où les Gilets Jaunes les plus extrêmes sont accusé.e.s de tous les côtés d'être des casseurs, tandis qu'on les massacre par les matraques et les flashball, cette incitation paradoxale au pillage et à la tuerie qu'ont accomplis nos ancêtres dans les Amériques tourne au grotesque !



« N'ayons pas peur d'être les nouveaux Conquistadors »... Vraiment, Madame Aubry ?



Ceci n'est pas une photo - image et texte de Chinaski.

Erewhon 3 : Lille Juin 2019.

Fascisme(s) ?

Lud

Le lundi 3 juin au soir, un message tourne dans les milieux militants lillois. Le squat « 5 étoiles » pourrait être démantelé le lendemain matin, dès 5h30. Ce lieu de vie qui accueille depuis 2017 des centaines de personnes exilées et sans domicile de toutes nationalités est un taudis, mais un ersatz de stabilité pour toutes ces personnes en attente de solutions plus salubres. Depuis le début de son occupation, les propriétaires (Partenord Habitat), la ville de Lille et la préfecture du Nord n'ont eu de cesse de faire des démonstrations de mépris et de force. Après l'eau coupée pendant plusieurs mois en 2018, le refus d'installer du matériel de première nécessité (sanitaires...) et l'orientation des nouveaux. elles arrivant.e.s vers un squat pas assumé du tout par la mairie, le tout gracieusement accompagné par les médias locaux dominants ; après tout ça, donc, ce qu'il s'est passé le mardi 4 juin est non pas une goutte d'eau faisant déborder un vase qui fuit déjà, c'est un vrai coup de marteau éclatant la céramique.

Un rendez-vous est prévu au matin, une heure avant l'heure présumée. Une partie des soutiens et exilé.e.s qui n'ont pas pu ou voulu prendre le large face à la menace s'enferment dans le lieu. D'autres soutiens restent devant, formant une chaîne humaine. À 5h30, la police s'installe. Une trentaine de camions de CRS pour plusieurs centaines de policiers mobilisés ferment la zone autour de la rue Jean Jaurès. L'intervention commence, de manière musclée. Gaz, coups de matraques, et il ne faut pas 5 minutes pour que la première ligne soit brisée. Plusieurs arrestations.

Ils entrent dans le 5 étoiles, alors fermé par des chaînes métalliques (au-delà des chaînes humaines), où les personnes présentes se sont réfugiées. Des militant.e.s nous témoignent : « ils sont arrivés d'un coup et ont commencé par faire sortir les militants sur la seule base de la couleur de peau ». Un autre affirme, pendant son interpellation, avoir entendu « vous ne frappez que les noirs » de la part d'un officier. « J'étais entre 4 ou 5 exilés, qui se sont pris plusieurs coups. Je n'ai rien eu pour ma part, ce qui ne m'a pas tellement rassurée. » D'autres arrestations de soutiens.

Quelques minutes passent, alors que les flics prennent les militant.e.s en photo avec une tablette tout en

contrôlant leur identité. Il ne reste que les exilé.e.s à l'intérieur, on ne sait pas ce qu'ils veulent en faire pour le moment. Un indice se situe à l'extérieur. Une demi-douzaine de bus attend sagement rue de Douai. Ils appartiennent à une compagnie de voyages qui semble avoir été réquisitionnée ou sollicitée. Après tout, l'argent n'a pas d'odeur.

À partir de 7h30, les premiers bus s'en vont. À l'extérieur, depuis la rue de Cambrai où les militant.e.s et autres retardataires ont été poussé.e.s, nous les voyons partir, un à un. L'ambiance est macabre, c'est comme de voir des corbillards partir vers le cimetière. À chaque passage de bus, c'est les mêmes lamentations qui résonnent tristement. « Pas d'expulsion sans solutions ! » Mais l'expulsion a bien lieu, et nous n'y pouvons rien.

Au travers des vitres des autocars, nous voyons ces visages meurtris par la misère et par l'incompréhension de la situation subie. Quelques minutes plus tôt, les flics leur affirmaient sans ironie aucune qu'ils seraient mis dans des centres d'hébergement. La réalité est tout autre, puisque seule une partie jouira de ce sort là – le sort d'une demi-liberté. Les autres sont emmené.e.s dans des centres de rétention administrative, les fameux CRA dont on vante souvent l'accueil chaleureux et les conditions de vie bien douillettes (ironie)¹. Pire encore, seules 19 personnes sont enfermées à Lesquin, le CRA le plus proche de la métropole. Les autres (28) sont littéralement dispatchées de Calais à Metz en passant par Paris. Pour les « hébergé.e.s » (116), c'est le même exil dans l'exil qui leur est imposé, à Croisilles, Amiens, Beauvais... Certain.e.s n'hésitent pas à se barrer de leur prison ouverte (jusqu'à 7 par chambre, sur des lits de camp sans matelas), et essayent de rejoindre Lille rapidement, sans savoir que le 5 étoiles n'est plus qu'un souvenir délavé dans un ciel pâle. Toute solidarité est tuée dans l'œuf : on disperse les corps pour qu'ils ne se croisent plus. On isole pour dissuader une mobilisation de groupe.

Dans les CRA, les personnes retenues (ce ne sont pas des prisonnières, pas d'amalgame), restent maximum 48h. Entre temps, ils passent devant un juge de la détention et des libertés pour savoir si leur rétention sera prolongée de 28 jours en l'attente d'une « procédure d'éloignement du territoire français ». Pourquoi ? Ces personnes sont dublinées, selon une procédure européenne en vigueur depuis une dizaine d'années. C'est-à-dire que le pays qui doit les prendre en charge est le premier pays sur lesquels elles ont transité (ont été contrôlées ou ont fait une demande d'asile), avec un système d'empreintes digitales et

d'un fichier « Eurodac ». S'il y a demande d'asile en France (ce qui est beaucoup plus logique pour une bonne partie d'entre elles et celles qui viennent de pays francophones), les autorités françaises peuvent tout bonnement la refuser et la renvoyer en Italie, en Espagne ou en Belgique.

Les audiences ont lieu le jeudi et le vendredi qui suivent. Les seules personnes qui pourront revoir la « liberté » (les autres ne sont que retenues, pas d'amalgame) sont celles qui « bénéficieront » tristement d'un vice de procédure. On juge la forme et pas le fond. Le juge l'affirme et le répète : « Je ne peux remettre en liberté que si la procédure est irrégulière, et pas selon mon bon vouloir ». Que la justice soit forte, que la force soit juste, lit-on en entrant dans la Faculté de droit(e) de Lille, à quelques centaines de mètres du squat.

À Lille, 16 personnes sont placées en garde-à-vue pour différents motifs (allant de l'attroupement à l'outrage à agent), mais le réel motif – car nous nous devons d'aller au-delà de cette dépolitisation de leur militance – est bel est bien le délit de solidarité. Une accusation pas du tout assumée mais qui est bien là : on reproche indirectement à ces (braves) personnes d'aider les exilé.e.s dans leur quête, ou plutôt leur prospection d'une vie un tant soit peu saine. « La justice est le bras armé de la police » disait Michel Foucault. Des procès sont prévus pour janvier 2020.

La France est le pays qui séquestre, qui déporte, qui réprime et érige celles et ceux qui contestent cette politique acerbe en délinquant.e.s. Ce n'est pas un

programme, c'est un projet, une vision, qu'on nous dit. En attendant, des centaines de personnes sont retenues ou emprisonnées pour avoir osé braver les dispositifs sécuritaires et s'opposer à l'autoritarisme montant.

Cette ferveur gouvernementale ne date pas de la dernière pluie. Le mépris qui coule de la bouche de nos dirigeant.e.s est le même depuis des lustres. Le classisme, le racisme et le patriarcat ambiants ne sont que les moyens nécessaires pour atteindre une stabilité illusoire, faire croire au calme, laisser penser que tout va bien. Non pas aux Français.e.s, non pas aux Européen.ne.s, mais à leur élite : aux investisseur.se.s, aux politicien.ne.s bien installé.e.s, aux nobles et autres notables qu'on pourrait qualifier de monarchistes modernes (qui voudraient bien voir le retour des trois ordres). C'est sur elles et eux que repose l'ordre (dominant), et il faut s'assurer qu'ils et elles en soient assuré.e.s. Alors pourquoi ne pas recourir à une petite assurance ? Le droit, son écriture et sa révocation doit être dans les mains des dominant.e.s elles-mêmes et eux-mêmes. Et il nous faut des bourreaux pour les appliquer et les protéger benoîtement. État d'urgence, loi Travail, loi O.R.E, loi Blanquer, ce sont autant de mobilisations (jusqu'aux gilets jaunes) qui demandent une réponse adaptée – cette fameuse assurance pour les notables : la fermeté, dans la police, dans la justice, quitte à modifier les codes, quitte à dédramatiser les pratiques.

Si ce n'est pas le fascisme, expliquez-moi.

Les minorités¹ ne reçoivent pas une solution de leur problème par intégration, avec des axiomes, des statuts, des autonomies, des indépendances. Leur tactique passe nécessairement par là. Mais si elles sont révolutionnaires, c'est parce qu'elles portent un mouvement plus profond qui remet en question l'axiomatique capitaliste mondiale. C'est en sortant du plan du capital, en ne cessant pas d'en sortir, qu'une masse devient sans cesse révolutionnaire (...) La question des minorités est-elle d'abattre le capitalisme, de constituer une machine de guerre capable de riposter à la machine de guerre mondiale avec d'autres moyens. Si les deux solutions d'extermination² et d'intégration ne semblent guère possibles, c'est en vertu de la loi plus profonde du capitalisme : il ne cesse de pousser et de repousser ses propres limites, mais il ne le fait qu'en suscitant lui-même autant des flux en tout sens qui échappent à son axiomatique³. Il n'opère pas la « conjugaison » des flux décodés et déterritorialisés sans que les flux n'aillent encore plus loin, n'échappent à l'axiomatique qui les conjugue comme aux modèles qui les reterritorialisent, et ne tendent à entrer dans des « connexions » qui dessinent une nouvelle Terre, qui constituent une machine de guerre dont le but n'est plus la guerre d'extermination ni la paix de la peur généralisée, mais le mouvement révolutionnaire – devenir minoritaire de tout le monde.

G. Deleuze-F. Guattari, *Mille Plateaux*, Minuit, 1980.

Glossaire 2019

1: LGBTQIA, zadistes, éco-militants, réfugiés, gilets jaunes et noirs, tiers monde toujours colonisé, Soudan, Cachemire... , mouvement des parapluies à Hong Kong..

2: la destruction de l'éco-système de la planète, le péril nucléaire.

3: la financiarisation-marché etc.

Erewhon 4 : Calais, lettre ouverte, Septembre 2019 (cela vaut également pour les démantèlements systématiques organisés à Grande-Synthe et ailleurs).

Par les habitant.e.s des terrains, La Cabane Juridique, Help Refugees, Human Rights Observers, Refugee Info Bus, Utopia56, FAST, Care4Calais, Médecins Du Monde.

Les personnes bloquées à la frontière franco-britannique retournent dans un état d'errance, une fois de plus.

Encore une fois. Les personnes exilées et les associations de Calais s'indignent face à l'acharnement de l'Etat français qui, main dans la main avec les propriétaires des terrains occupés, expulse à tour de bras des habitants aux conditions de vie précaires, inhumaines et dégradantes. Ce jeudi 12 septembre 2019 nous dénonçons une nouvelle fois la politique d'anti-accueil, indigne, inefficace et coûteuse, humainement comme financièrement, exercée par l'Etat, la préfecture et la mairie de Calais. Une telle expulsion avait déjà eu lieu le mardi 9 juillet 2019, au même endroit. L'unique différence : aujourd'hui l'expulsion de l'ensemble des lieux de vie situés sur la zone industrielle des Dunes s'appuie sur une ordonnance rendue par le Tribunal de Grande Instance de Boulogne sur Mer, alors que certains

lieux avaient été expulsés de façon complètement illégale en juillet.

Un dispositif toujours aussi déloyal, démesuré et intimidant

Le 12 septembre 2019, à 7h30 du matin, sur les lieux de vie de la zone Industrielle des Dunes de Calais située à proximité de l'ancienne "Grande Jungle", l'expulsion des habitants s'est déroulée sous la pression d'environ cent cinquante membres des forces de l'ordre (gendarmes, agents de police nationale, agents de la police aux frontières, agents de la préfecture). Cette expulsion a d'abord fait l'objet d'une annonce évasive de la part du préfet du Pas-de-Calais, Fabien Sudry, lors d'une réunion avec les associations le mardi 03 septembre 2019. Selon lui, l'expulsion devait se dérouler dans le courant du mois de septembre, sans précision. Pourtant, l'expulsion a eu lieu neuf jours après cette réunion, M. le préfet en avait nécessairement connaissance et aurait pu informer les habitants des terrains visés par l'expulsion bien plus tôt. En effet, de façon totalement arbitraire, brutale et au mépris des personnes, ni M. Sudry, ni Mme Bouchart, maire de Calais, n'ont informé les habitants des terrains concernés de cette expulsion à temps afin qu'ils puissent se faire connaître et se défendre. L'ordonnance d'expulsion a été affichée le vendredi 6 septembre après-midi, sans que la présence d'aucun huissier n'ait été



Image de G. P. : Calais, Mai 2019.

préalablement constatée. Cette ordonnance a en plus été affichée en français et en anglais, langues que maîtrisent peu les personnes concernées.

Le périmètre de l'opération d'expulsion était à nouveau très large, plus large que ce que prévoient les ordonnances d'expulsion des sites de la zone industrielle des dunes. Ce périmètre était encore une fois inaccessible aux observateurs et observatrices.

Cette opération n'est que l'issue de quatre jours d'expulsion. Depuis lundi, la quantité d'affaires personnelles confisquées par les forces de l'ordre s'est considérablement accrue. Une véritable chasse à l'homme est en cours dans les rues de Calais. Les personnes expulsées n'ont plus aucun endroit où s'installer. En plus d'être contraintes à errer dans les rues, sans abri, les personnes expulsées sont dépouillées des seules affaires qu'ils leur restaient. Ces personnes se voient aussi confisquer des médicaments, des papiers d'identité, des tentes, et d'autres biens nécessaires à leur survie.

Inefficacité de l'opération et précarisation croissante de personnes vulnérables.

Les associations dénoncent l'inefficacité de ces expulsions, que le gouvernement qualifie de mises à l'abri, mais dont la principale conséquence reste la mise à l'errance des personnes dans des conditions encore plus dégradées. Pour autant, il est évident qu'une telle action qui vise des personnes aux conditions de vie déjà trop précaires ne fait qu'accroître leur souffrance. Cette souffrance chronique entraîne une détresse psychologique immense qui ne fait l'objet d'aucun suivi particulier. Par voie de conséquence, ces souffrances poussent les personnes expulsées à prendre des risques inconsidérés pour leur vie.

Près de 100 personnes exilées déclaraient vivre sur ce campement ; de nombreuses tentes ont été confisquées par les forces de l'ordre d'après ce qu'ont pu voir les associations, sans savoir exactement combien. Parmi les personnes majeures, seules 27 ont été transportées vers les Centres d'Accueil et d'Examen des Situations, certaines sont montées volontairement dans les bus, d'autres non. Nous ne savons pas encore combien de personnes seront placées en centre de rétention, en revanche au moins une dizaine de personnes ont été arrêtées par la Police Aux Frontières et de nombreuses personnes ont fait l'objet de palpations physiques.

Cette expulsion n'est que la suivante d'une longue liste depuis que la « Grande Jungle » de Calais a été démantelée. Lors de ce premier démantèlement, les personnes vulnérables n'ont pas fait l'objet d'une prise en charge appropriée. Les mineurs non plus. Ces derniers avaient alors passé plusieurs jours dans des containers transformés en hébergements, alors que le camp entier brûlait à moins de cinquante mètres d'eux. Depuis, la prise en charge de ces personnes à besoins particuliers n'a pas évolué. Il est plus que

temps de mettre fin à cette maltraitance, et de voir en ces occupants sans titre des personnes titulaires de droits.

Un système d'expulsion constant et déshumanisant

La disproportion entre les moyens mis en œuvre et le nombre insuffisant de personnes effectivement mises à l'abri lors de cette énième expulsion s'explique par l'objectif réel de l'opération. Sous le prétexte de la protection des plus vulnérables et de la prise en charge des personnes en errance dans le Calaisis, l'Etat français mène une politique atroce d'invisibilisation, de dispersion forcée et de violence systématique à Calais. Depuis plus d'un an maintenant, les expulsions quotidiennes à Calais aboutissent à des confiscations d'affaires personnelles, des arrestations arbitraires, des palpations injustifiées et des placements en centre de rétention administrative.

Les habitants sans titre des terrains à Calais, comme la ville de Calais, gagneraient à un meilleur respect du droit des personnes par les autorités. L'application actuelle du droit au séjour et de la liberté d'aller et venir des personnes est trop souvent en contradiction avec ce droit. Depuis le temps que des personnes se trouvent bloquées à la frontière franco-britannique, il est évident que les conditions de régularisation des personnes étrangères sont trop strictes. Les conséquences sont connues de tous. Une majorité des personnes présentes à Calais sont les victimes d'une politique européenne de non-accueil et de protections accordées inégalement. Déjà déboutées, soit en Italie, soit en Grèce, ou encore en Allemagne ou en Belgique, ou dans bien d'autres pays, ces personnes n'ont plus qu'à tenter leur chance en Angleterre. Si l'Etat français souhaitait réellement lutter contre les points de fixation à Calais, il commencerait par lutter contre la politique migratoire menée par la France, dont la situation à Calais est la conséquence.

C'est pourquoi les personnes exilées et les associations réclament sans délai l'interruption des expulsions de terrain, la reconnaissance et le respect effectif des droits des habitants sans titre de terrains, quelle que soit leur situation administrative en France, ainsi qu'une véritable mise à l'abri inconditionnelle et adaptée au projet migratoire des personnes bloquées à Calais. Ce, via un élargissement des possibilités de travail, de régularisation, et d'obtention du statut de réfugié. Les associations réclament aussi que cette prise en charge soit opérée par des travailleurs sociaux, non pas par des policiers anti-émeutes. La gestion des frontières, à Calais et ailleurs, ne doit plus dépendre du ministère de l'intérieur. Elle doit impérativement relever des ministères en charge du logement, de la solidarité et de la santé.

Depuis février 2016 et le "démantèlement de la Jungle" de Calais, les expulsions n'ont jamais cessé. Selon l'Human Rights Observer, 1003 expulsions ont eu lieu à Calais depuis août 2018.

Erewhon 5 : Vallée de la Roya.

Nous publions ici le « manifeste » de l'association DTC.



La première maison d'accueil de l'association (image du film *Libre* de Michel Toesca, 2018, dédié aux actions pour les réfugiés des habitants de la Roya).

Association DTC – Défends ta Citoyenneté devient Emmaüs Roya.

Avant, dans la Vallée de la Roya, nous étions agriculteurs, infirmiers, avocats, professeurs, ouvriers. Nous étions impliqués dans notre travail, dans nos associations sportives, artistiques, culturelles, paysannes. Nous faisons vivre notre vallée car nous nous sentions lui appartenir. Cette cohésion sociale nous a permis de nous mobiliser face à ce drame qu'est la migration. Nous n'étions pas militants « pro-migrants » mais nous le sommes devenus malgré nous, par l'acharnement judiciaire et la forte médiatisation de notre lutte. Notre vallée a été abandonnée par l'Etat Français, sacrifiée pour la lutte contre la migration. Notre vallée servirait de frontière sans que l'Etat n'en assume les conséquences. **Nous n'avions pas d'autre choix que de prendre la « cape » du militant pro-migrants car pour nous il était impossible de garder l'intégrité de notre vallée sans redonner l'intégrité aux personnes exilées.**

Grâce aux bénévoles et aux personnes réfugiées elles-mêmes, nous avons pu organiser l'accueil d'urgence de milliers de personnes. Un réel refuge où les personnes peuvent manger, dormir, se reposer, se faire soigner mais aussi rire, apprendre et s'impliquer.

Très vite, nous réalisons que la qualité de l'accueil ne repose pas sur le confort du lieu, mais sur la considération de la personne. C'est en traitant les personnes réfugiées à l'égal de soi, en les responsabilisant, et en les rendant essentielles au bon fonctionnement du lieu que l'accueil amorce l'insertion de ces personnes.

Nous avons développé le travail de la terre, par le maraîchage, l'aviculture, l'oléiculture, l'auto-construction, pour créer ensemble, et apprendre à apprendre. Les personnes trouvent une place, un rôle. La ferme complantée d'oliviers, accrochée sur un pan de colline, loin de toute habitation, est un espace de rêve pour la première phase de reconstruction de soi. Mais pour la seconde phase, celle de l'insertion, du lien social avec la population, pour les personnes désirant s'installer et construire leur avenir, la ferme est beaucoup trop isolée. Le besoin de lien social avec la population devient indispensable. Notre constat aboutit à une évidence : **nous voulons créer un lieu non pas pour les réfugiés mais avec les réfugiés, pour notre vallée, au cœur d'un village, afin d'éviter le communautarisme, et permettre la mixité entre les habitants et les personnes exclues de notre société (étrangères, précaires, en situation de handicap, etc.).** Nous voulons créer une dynamique économique, territoriale et solidaire non pas seulement pour des personnes en situation de grande précarité, mais avec elles. Nous voulons prouver que les personnes en situation d'exclusion, quelles qu'elles soient, peuvent jouer un rôle clé dans la dynamisation de nos campagnes, et être garantes du lien social.

Cette dynamique, nous l'avons trouvé au sein du mouvement Emmaüs. Un mouvement dont nous partageons les valeurs, mais aussi les modes d'actions, le terrain. En 2018, lors de l'accompagnement du film Libre de Michel Toesca nous avons réalisé l'ampleur de ce mouvement : un réseau fort de plus de 288 groupes en France, et 350 à l'international. Emmaüs France, par le travail de ses 119 communautés, est aussi l'un des pionniers du recyclage, de la ressourcerie en France, depuis plus de 70 ans. Le réemploi et le développement durable sont, avec la solidarité, leur cœur de métier. Et quand on aborde le thème du développement durable, on en vient forcément à parler de la nourriture ; comment la produire, comment y accéder, comment se nourrir. **Nous avons contacté Emmaüs France pour leur proposer d'être la première communauté Emmaüs dont l'activité ne serait pas la collecte et le recyclage d'objets mais la paysannerie.**

De nombreux projets à vocation sociale, de lutte contre l'exclusion, subissent malheureusement des pratiques alimentaires peu saines et peu respectueuses de l'environnement (produits de mauvaise qualité, invendus défiscalisés, etc.). Leur travail est plus que nécessaire, mais entretient d'une certaine façon une « double peine » : une précarité sociale, accompagnée d'une précarité nutritive (et par conséquent une précarité sanitaire). La production paysanne de notre communauté est en partie vivrière, ce qui permet aux personnes en situation d'exclusion de se nourrir de produits biologiques, locaux, de saison, qu'elles ont cultivé elles-mêmes. Les personnes en situation d'exclusion sont actrices de cette agriculture : bien que mises au ban de la société, elles montrent l'exemple, en développant un modèle économique pérenne basé sur une activité paysanne durable et respectueuse de l'environnement.

Emmaüs Roya veut montrer qu'il est possible d'apporter des réponses croisées aux problématiques d'environnement et d'exclusion sociale, de lier concrètement justice climatique et justice sociale.

Cédric Herrou, président d'*Emmaüs Roya*, Lundi 8 juillet 2019

Erewhon 6 : Italie, l'état d'une ville.

La plus belle banlieue de Milan. Le laboratoire post-colonial génois.

Emilio Quadrelli

La zone habitée par les colonisés n'est pas complémentaire de la zone habitée par les colons. Ces deux zones s'opposent, mais non au service d'une unité supérieure. Régies par une logique purement aristotélicienne, elles obéissent au principe d'exclusion réciproque : il n'y a pas de conciliation possible, l'un des termes est de trop. (F. Fanon, Les damnés de la terre, p.42)



Le vieux Gênes - Images des films *L'innocence radicale des fleurs* (Arnaud Dommerc, 2011) et *Les hommes du port* (Alain Tanner, 1994)

“Gênes deviendra la plus belle banlieue de Milan”. C’est de cette façon que le nouveau maire de Gênes, Marco Bucci, commentait, de manière victorieuse et convaincante, sa campagne électorale. Un programme qui n’est ni de droite, ni de gauche mais qui cristallise au mieux le sentiment des passages matériels en cours. Nous sommes désormais bien loin de l’épopée du triangle industriel et de ses histoires. De ville ouvrière et portuaire, Gênes s’est transformée, jour après jour, en ville touristique. Son imaginaire, ainsi qu’une bonne partie de son économie, n’a plus rien à voir avec le port et les histoire de l’angiporto¹. Les équipages de marins ont désormais depuis longtemps cessé de se déverser dans les ruelles mystérieuses de la vieille ville. De André n’habite plus ici. Il n’y a plus de place pour sa poésie sans cesse inspirée par les rythmes anormaux du monde informel du centre historique et par les *storie sbagliate*² de ses habitants. Toute cette histoire particulière, propre à la ville, s’est évaporée. Gênes s’est transformée en ville touristique et post-coloniale. Un savoureux jouet, surtout pour Milan, la métropole postmoderne du capital financier. Rien n’est plus comme hier et remuer l’histoire passée n’a plus beaucoup de sens. La mémoire de cette ville n’a pas été effacée par une quelconque “opération culturelle” mais par les transformations matérielles qui l’ont traversée. Si par le passé Gênes a été un laboratoire politique et culturel, elle l’est toujours aujourd’hui, sauf qu’actuellement, ce laboratoire est celui d’une ville post-coloniale, plus d’une ville ouvrière du XXème

siècle. La redéfinition et la nouvelle structuration de l’espace urbain en représente un passage stratégique. Si une ville a le mieux, par le passé, synthétisé l’existence de “deux villes”, c’est Gênes. La ville ouvrière et la ville bourgeoise se sont longtemps opposées dans un conflit aux tons particulièrement âpres. On a perçu combien la ville avait changé en 1993 quand l’insurrection populaire cessa d’être connotée par son aversion envers la ville bourgeoise et ses apparats mais se tourna contre les immigrés. Durant plusieurs jours, la “chasse au noir” devint le sport national des habitants indigènes de la vieille ville et de certains quartiers périphériques. On peut considérer à raison cet épisode comme le “fait historique” qui donne le la à la matérialisation de la ville post-coloniale. Rien ne sera plus comme avant.

Tout cela coïncide avec un procédé de désindustrialisation qui modifie à la racine les traits anthropologiques de la ville. Gênes, ce n’est plus le port, les chantiers navals ou les aciéries mais l’Aquarium, le Palais Ducal, les palais des Rolli, etc. L’économie comme l’espace urbain se remodèle complètement autour de cela. La ville touristique, en effet, ne peut présenter que des caractéristiques déterminées. Elle doit être homogène socialement, accueillante, consumériste et non conflictuelle. La ville touristique doit mettre en valeur, et au travail, le “désir d’évasion”. Elle ne peut se permettre ne serait-ce que la moindre contradiction. Les mesures d’éloignement des aires

1: « L’angiporto » est la zone des ruelles de la vieille ville adossée à la zone portuaire.

2 Les « storie sbagliate » sont les histoires des ratés au cœur de l’inspiration du poète chanteur Fabrizio De André dont nous avons présenté l’œuvre dans le numéro précédent et dans le film *En direction obstinée et contraire* projeté à Lille le mois de mai dernier.

touristiques des “indésirables” - migrants, pauvres ou, plus simplement, personnes dans l'impossibilité de consommer - vont dans ce sens. Il serait erroné de voir ces mesures dans une optique répressive puisque, à bien y regarder, il ne s'agit pas de répression mais bien de production et de consommation. Tous ceux qui ne peuvent se permettre certains standards de dépenses déterminés doivent rester en dehors de cet espace urbain.

On a une belle confirmation de cela en observant la façon avec laquelle le nouveau conseil municipal a affronté la question de la movida. Les fascistes de la Lega se sont montrés si ce n'est plus *liberal*, très certainement plus réalistes que la mairie précédente. Celle-ci, souffrant d'un scoutisme et d'un catholicisme qu'elle ne cherchait même pas à cacher, rêvait d'un “divertissement de la jeunesse” à base de tisane aux myrtilles, de tabac à rouler et d'amours chastes. Plus pragmatiquement, la droite sait que la movida s'appuie sur la cocaïne, l'alcool et, au moins en partie, sur la consommation sexuelle tarifée mais sait aussi que les acteurs de la movida veulent con-sommer leurs désirs sans aucun obstacle. Les obstacles sont ces indésirables qui rôdent dans les rues de la movida. Leur présence qui oscille entre tristesse et menace ne peut que déranger la mise en scène du divertissement. La présence de ces corps étrangers dérange le spectacle et c'est pourquoi ils doivent être déplacés. C'est précisément là que naissent les mesures de confinement. Les zones touristiques et celles de la movida sont donc interdites aux pauvres et aux migrants. Voilà la mise en forme de la ville post-coloniale.

Mais les frontières de la ville post-coloniale sont-elles rigides ? Absolument pas. Comme dans les villes coloniales classiques, elles sont assez poreuses puisqu'elles doivent permettre le passage de la main d'œuvre à la peau sombre car c'est sur les efforts et la sueur de cette main d'œuvre que s'appuie en grande partie le business du tourisme et du divertissement mondain. La majorité de ceux qui travaillent dans le secteur touristique sont en effet étrangers. Le grand cirque de la movida et du divertissement touristique s'appuie essentiellement sur le travail de ceux qui, en dehors du contexte du travail, sont affectés au monde des indésirables et, en vertu de cela, expulsés de ce milieu urbain. Ils ne peuvent traverser les limites des zones urbaines “comme il faut” que pour se glisser dans une quelconque arrière-boutique où, pour quatre sous, ils effectuent des journées de travail interminables, après quoi, à toute vitesse, ils doivent prendre, le plus souvent à bicyclette, le chemin du

retour vers les zones périphériques qui les attendent. Comme dans les mondes coloniaux les plus classiques, la ville du colon vit du travail des colonisés. Et dans tout cela, le rôle donné au travail de genre n'est pas secondaire. Comme dans les mondes coloniaux, les femmes sont au bas de l'échelle. À Gênes leur présence est particulièrement importante. Dans cette ville, dont la population est parmi les plus vieilles du pays, une quantité indéfinissable de femmes migrantes est confinée en qualité d'esclaves domestiques. Celles-ci, pour ne pas traverser la ville, n'ont même pas eu besoin d'un décret puisque leur ségrégation est implicite dans le rôle qu'elles sont appelées à jouer. Opérationnelles pratiquement 24h sur 24, elles sont privées d'une quelconque forme d'individualité. Véritables ombres, souvent maltraitées, elles sont privées d'une vie propre puisque complètement assujettie dans la dimension du soin. À ces dernières, évidemment, s'ajoutent les multitudes de prostituées qui contribuent à rendre toujours plus exotique le panorama touristique et à mouvementer les nuits de la movida. Et enfin, mais non des moindres, toutes ces cohortes de femmes, souvent clandestines ou victimes de chantage pour le renouvellement de leurs cartes de séjour mises au travail dans une des nombreuses mais invisibles “usines à transpirer” destinées à la production de vêtements, de maroquinerie ou de denrées alimentaires. Voilà, très synthétiquement, ce que met en œuvre le “laboratoire Gênes”.

Dans toute cette histoire, il n'est pas inintéressant d'observer l'adaptation rapide du secteur tertiaire au contexte post-colonial. Apparue comme élément constitutif et constituant du “modèle disciplinaire”, celui-ci s'adapte très vite à la “société des dispositifs”. Ce sont en effet les coopératives du secteur tertiaire qui gèrent la mise au travail, forcé et servile, de la race et du genre afin de rendre présentables et appétissants les espaces urbains destinés au business du tourisme et de la movida. Là encore le dispositif connaît une nouvelle accélération : l'inscription du travail migrant dans la dimension du travail servile.

Bien que de manière extrêmement synthétique, ces lignes photographient le présent de Gênes. Un fait semble évident : le “monde d'hier” n'existe plus. Sommes-nous arrivés à la fin de l'histoire ? Pas nécessairement. C'est justement en sachant saisir les contradictions infinies de la ville post-coloniale que l'on mesure notre capacité à rester sur le fil du temps. Nous avons au moins une certitude : le colonialisme (et le post-colonialisme) ne cède qu'avec *le couteau sous la gorge*.

LES CHANTS DE LA JUNGLE



Image extraite du film de Babak Inanlou *À la frontière, perchée.*

Verde que te quiero verde

Vert doré d'avril
collines villages
désirs déserts
après la tempête

les autochtones ont perdu
tout quitté
ils ont migré
grognent les longuement manquants
qui restent

et les subsahariens montent la crête
à l'heure verte
d'une demeure
d'un passage

on leur dit : « non, assez »

passages sur la terre verte
«non ! »

et trous noirs dans le cosmos
dernières nouvelles
d'astrophysiciens
images virtuelles
milliards d'espace-temps
perdus
dans le cosmos
galaxies englouties
et un éclat de lumière circulaire
une danse corail autour

l'horizon des événements – disent ils

verde que te quiero verde
pour les milliards
des dépossédés
inaudibles
invisibles
sans images

les infortunés aux noms à venir
à l'heure des galaxies oui

ici

l'horizon des événements

dehors
de toi de vous
dehors de nous
tous sans propriétés
hécceités*
sans moi

ô nomades du commun
de
la

de la
terre verte

**on nomme heccéité un mode d'individuation qui ne se confond pas avec celui d'un objet ou d'un sujet.*

Exil et jeux

« Derrière le regard de certains hommes j'ai vu quelques fois ce silence que rien n'altère, – et dans 'altère' il y a 'autre' comme un déterminisme socialo bourgeois qui m'empêchera d'être tout à fait exilé. » Léo Ferré.

Jeux et Exils,

Le terrain clôturé au bord de l'autoroute :

Devoir de ne pas y entrer

Mais de jouer le sport sur un espace autre

Qu'un sol couvert de synthétique ;

Un parc déshabillé de ses lignes tracées

Où une destinée nouvelle

A une signification dans chaque tir.

Vers un horizon délesté de son goudron,

Des exilés parlent par passes

Portuaires, sport entre Vintimille et Menton

En guise de laisser passer.

Défendre un sport

Qui nous fait transcender la conscience d'exil :

Pas une déambulation

Mais des actes de langues immobilisés

Pourquoi pénétrer dans l'enclos

Où la concurrence ose prendre le nom de sport ?

En ces temps-ci, ils revendiquent

« Oui au sport du collectif, non au sport du chiffre :

Cette cage à doubles filets

Contient des corps transpirant le nationalisme.

Sous son tapis artificiel

Se glissent des mots d'ordre, fausses racines

Qui passent pour la liberté. »

A l'opposé,

Une superficie aux devises croisées

Aux temps morts revitalisés

Sème l'errance dans l'esprit des combattants :

Un vestiaire rempli d'imprévus

Où il ne s'agira plus de compter les points

Ni d'enfiler des numéros

Mais de peser l'attente sonnante aux tempes.

Le défolement des nomades :

Culture du corps qui n'est plus divertissement,

Rime de l'asservissement

Mais désirs qui nous décrèteront que l'exil,

Au lieu de battre des records,

Transpire avec les écoutes des vagues

Dans les fêlures des temps morts.

Vivre dans de nouvelles temporalités :

Plus de public,

Les joueurs sont spectateurs de leur solitude

Car leur lucidité s'en tape ;

Une balle passée, reprise ou dérobée,

Leur but suprême est un non-lieu

Où sportifs comme spectateurs se multiplient

En sociétés qui butent

Les identités asservies dans les mailles

Des filets tissés aux contrôles.

Les débuts de matchs sont de faux commencements,

L'exil n'est pas dans la distance :

Ce sont les techniques pour visiter les coins

De la mémoire inhabitée.

Fermenter des millions d'exils

Déseparés

Démantibulés

Désossés

Désaxés

Déclaviculés

Désorienté Gai savoir

Paul Bourhis

Prophétie

Pier Paolo Pasolini (1964, tr. fr. René de Ceccatty)

Ali aux Yeux Bleus,
un des innombrables fils des fils,
descendra d'Alger, sur des voiliers
et des barques à rames. Il y aura
avec lui des milliers d'hommes
aux corps malingres, aux yeux
de pauvres chiens des pères
sur les bateaux lancés en mer dans les Royaumes de la Faim. Ils amèneront des enfants
et le pain et le fromage dans les papiers d'emballage du Lundi de Pâques.
Ils amèneront les grands-mères et les ânes, sur les trirèmes volées aux ports coloniaux.
Ils débarqueront à Crotona ou à Palmi
par millions, en haillons
asiatiques, et en chemises américaines.
Aussitôt les Calabrais diront,
comme des malandrins à des malandrins :
« Voici les vieux frères,
avec leurs enfants, le pain et le fromage ! »
De Crotona et de Palmi, ils monteront
à Naples, et de là à Barcelone,
à Salonique ou à Marseille,
dans les villes de la Pègre.
Âmes et anges, rats et poux,
avec le germe de l'Histoire Antique,
ils s'envoleront devant les wilayas.
Eux toujours humbles
eux toujours faibles
eux toujours timides
eux toujours infimes
eux toujours coupables
eux toujours asservis
eux toujours petits
eux qui ne voulurent jamais savoir, eux qui n'eurent d'yeux que pour implorer,
eux qui vécurent comme des assassins sous terre, eux qui vécurent comme des bandits
au fond de la mer, eux qui vécurent comme des fous au milieu du ciel,
eux qui construisirent
des lois hors la loi,
eux qui s'adaptèrent
à un monde sous un monde,
eux qui crurent
en un Dieu asservi à Dieu,
eux qui chantèrent
pour les massacres des rois,
eux qui dansèrent
pour les guerres bourgeoises,

eux qui prièrent
pour les luttes ouvrières...
...en déposant l'honnêteté
des religions paysannes,
en oubliant l'honneur
de la pègre,
en trahissant la candeur
des peuples barbares,
derrière leurs Ali
aux Yeux Bleus – ils sortiront de sous la terre pour faire des vols à main armée -
ils monteront du fond de la mer pour tuer – ils descendront du haut du ciel
pour exproprier – et pour enseigner aux camarades la joie de la vie –
pour enseigner aux bourgeois
la joie de la liberté –
pour enseigner au chrétiens
la joie de la mort –
ils détruiront Rome
et sus ses ruines
ils déposeront le germe
de l'Histoire Antique.
Puis avec le Pape et tout sacrement
ils iront comme des gitans
vers l'Ouest et le Nord
avec les drapeaux rouges
de Trotski au vent...



Image extraite du film *Profezia, l'Africa di Pasolini* (2014), de Gianni Borgna.



Image de Fabio Scco.

Ouvrir les ports au désir-désert !... pour que nos camarades subsahariens et de tous les quart mondes amènent leur force dans la lutte commune contre les lois du Marché global.

Écoute plus souvent

Birago Diop (1906-1989), poète sénégalais.

Écoute plus souvent
les choses que les êtres
la voix du feu s'entend,
entends la voix de l'eau.
Écoute dans le vent
le buisson en sanglots :
c'est le souffle des ancêtres.

Ceux qui sont morts ne sont jamais partis :
ils sont dans l'ombre qui s'éclaire
et dans l'ombre qui s'épaissit.
Les morts ne sont pas sous la terre :
ils sont dans l'arbre qui frémit,
ils sont dans la voix qui gémit,
ils sont dans l'eau qui coule,
ils sont dans l'eau qui dort,
ils sont dans les cabanes, ils sont dans les bateaux :
les morts ne sont pas morts.

Écoute plus souvent
les choses que les êtres

la voix du feu s'entend,
entends la voix de l'eau.
Écoute dans le vent
le buisson en sanglots :
c'est le souffle des ancêtres morts,
qui ne sont pas partis
qui ne sont pas sous la terre
qui ne sont pas morts.

Ceux qui sont morts ne sont jamais partis :
ils sont dans le sein de la femme,
ils sont dans l'enfant qui vagit
et dans la lutte qui s'enflamme.
les morts ne sont pas sous la terre :
ils sont dans le feu qui s'éteint,
ils sont dans les herbes qui pleurent,
ils sont dans les rochers qui geignent,
ils sont dans les forêts, ils sont dans les demeures,
les morts ne sont pas morts.